



Plan de cours (évolutif et indicatif)

Du recrutement au contrat

1. Droit de l'emploi

A) méthodes de recrutement

- (1) questionnaires
- (2) informations demandées
- (3) questions licites
- (4) questions illicites :

B) profession de conseil en recrutement

2. Réglementation de l'emploi

A) réglementation des offres et demandes d'emploi

- (1) interdiction de la publicité des offres et demandes d'emploi
- (2) collecte des données

B) contraintes légales quant au choix du salarié

C) cumul d'emploi, non concurrence et débauchage

- (1) cumul d'emplois
- (2) non concurrence

D) formalisme préalable à l'embauche

- (1) formalisme quant à l'emploi des étrangers : l'autorisation de travail
- (2) obligations communautaires
- (3) due - déclaration unique d'embauche
- (4) la dpae - déclaration préalable à l'embauche
- (5) formalisme de l'emploi

E) sous-traitance et travail dissimulé

- (1) notion de travail dissimulé
- (2) contrôle du travail dissimulé



Plan de cours (évolutif et indicatif)

(3) responsabilité civile solidaire

Engagement

1. Formation du contrat

- A) capacité à contracter*
- B) conditions de formation du contrat*

2. Elements du contrat de travail

- A) lien de subordination*
- B) le lien de subordination critère de requalification de contrats voisins*

3. Probation

- A) promesse d'embauche*
- B) l'essai professionnel*
- C) stage de formation*
- D) l'essai*
- E) période probatoire*

Suspension du contrat de travail

1. Suspension pour maladie

- A) conséquences de la maladie*
 - (1) conséquences sur la rémunération**
 - (2) conséquences sur l'activité du salarié**
 - (3) conséquences sur les congés payés et le préavis**
 - (4) reprise du travail**
- B) rupture du contrat de travail du salarié malade*
 - (1) rupture du fait de la désorganisation entraînée par l'absence du salarié malade**
 - (2) indemnités**



Plan de cours (évolutif et indicatif)

2. Suspension pour raisons familiales

A) congés pour événements familiaux

B) la maternité

(1) durée du congé

(2) protection de la femme pendant son congé maternité

(3) licenciement de la femme enceinte

C) congé parental d'éducation

D) congé pour enfant malade

3. Suspension pour formation

A) congé individuel de formation

(1) conditions

(2) information de l'employeur

(3) financement du congé individuel de formation

B) capital temps formation

(1) base légale

(2) conditions à remplir

(3) mise en œuvre

(4) financement

C) co-investissement

D) congé de bilan de compétences

E) congé de formation économique , sociale et syndicale

4. Suspension pour raisons militaires

A) le service national

(1) droit à réintégration

(2) la priorité de réembauchage



Plan de cours (évolutif et indicatif)

B) les obligations militaires

5. Suspension pour loisirs

A) congés payés

- (1) droit aux congés payés
- (2) durée des congés payés
- (3) prise des congés payés
- (4) incidences des congés payés sur le statut du salarié.
- (5) calcul de l'indemnité de congés payés

B) congé sabbatique

6. Suspensions diverses

A) congé de création d'entreprise

B) congé pour mandat parlementaire

C) congé de recherche et congé d'enseignement

D) congé examen

E) congé pour convenances personnelles ?

Modifications de la relation juridique

1. Modifications du contrat de travail

A) modification relevant du pouvoir de direction de l'employeur : la modifications des conditions de travail.

- (1) modification du poste de travail
- (2) modification d'une condition de travail :
- (3) modifications de l'horaire de travail
- (4) modification du lieu de travail
- (5) modifications résultant d'une sanction disciplinaire :

B) modification requérant l'accord du salarié : la modification du contrat



Plan de cours (évolutif et indicatif)

- (1) **modification d'un élément essentiel**
- (2) **modification d'un élément contractualisé**

2. Procédure de modification

A) *modification proposée ou imposée*

- (1) **modification imposée**
- (2) **modification proposée**

B) *modification individuelles de nature économique :*

- (1) **réponse expresse du salarié**
- (2) **silence gardé par le salarié**

C) *modification individuelle substantielle non économique :*

Harcèlement moral

1. *Définition du harcèlement moral*

- A) **harcèlement moral dans le secteur privé**
- B) **harcèlement moral dans le secteur public**

2. *Prévention du harcèlement moral*

3. *Action en justice et sanctions pénales*

Modification de la situation juridique de l'employeur

1. **Evolution jurisprudentielle**

2. **Répartition des obligations sociales entre l'ancien et le nouvel employeur**

3. **Externalisation et l 122-12**

A) *la fraude*

B) *le transfert des contrats de travail*



Plan de cours (évolutif et indicatif)

Rupture du contrat de travail a duree indeterminnee

1. Modes de rupture en dehors du licenciement

A) *démission*

- (1) acte unilatéral
- (2) acte pouvant être négocié
- (3) acte volontaire ?

B) *résiliation conventionnelle du contrat de travail*

- (1) modes de résiliation conventionnelle
- (2) rupture conventionnelle
- (3) transaction

C) *autres modes de rupture*

- (1) résiliation judiciaire
- (2) force majeure
- (3) *retraite*

2. Licenciement

A) *licenciement pour cause personnelle*

- (1) la cause personnelle : un motif inhérent à la personne
- (2) procédure de licenciement pour cause personnelle
- (3) délai congé

B) *licenciement pour motif économique*

- (1) notion de motif économique
- (2) le choix des critères de licenciement économique
- (3) le reclassement préalable nécessaire à tout licenciement économique
- (4) licenciement individuel économique
- (5) licenciement collectif

C) *licenciement des salariés protégés*



Plan de cours (évolutif et indicatif)

- (1) salariés protégés
- (2) entretien
- (3) mise à pied spéciale
- (4) consultation des représentants du personnel
- (5) autorisation de l'inspection du travail

Administration de la rupture

1. Evaluation du coût de la rupture

- A) délai-congé :*
 - B) indemnité de licenciement :*
 - C) indemnité de congés payés :*
 - D) contribution delalande :*
 - E) sanctions*
- (1) sanctions pour irrégularités de forme :
 - (2) sanctions pour défaut de cause réelle et sérieuse :
 - (3) sanctions pour nullité du licenciement

2. Gestion de la rupture

- A) solde de tout compte*
 - B) certificat de travail*
 - C) attestation d'emploi pour les assedic*
 - D) clauses de dédit et de garantie*
- (1) clauses de dédit
 - (2) clauses de garantie d'emploi.